

Souveraineté alimentaire et droit à l'alimentation

Le colloque "Souveraineté alimentaire et droit à l'alimentation", s'est tenu le samedi 22 mars 2014 à l'Espace de Nogaret à Montpellier. Une centaine de personnes ont studieusement participé en écoutant les exposés et en intervenant dans les débats. Ce compte rendu est simplement un aide mémoire qui rappelle les points forts des exposés.



- **Bruno PARMENTIER : Géopolitique de la faim.**

Bruno Parmentier est un ingénieur des Mines et économiste qui a été Directeur Général du Groupe ESA (école supérieure d'agriculture d'Angers), directeur commercial des Montres Lip, directeur des éditions La Découverte et des éditions du Cerf... Il est l'auteur de « Nourrir l'humanité » (éditions La Découverte), « Manger tous et bien » (Editions du Seuil), et en septembre 2014 « Faim zéro, en finir avec la faim dans le monde » (Editions La Découverte), et l'animateur du blog <http://nourrir-manger.fr/>

Son exposé s'ouvre sur les chiffres de la faim dans le monde : 868 millions de gens en sont victimes en 2012. Ce chiffre est scandaleusement stable depuis plus de 100 ans (il a cependant franchit provisoirement le milliard en 2009). L'amélioration de l'agriculture, qui a accompagné l'accroissement de la population mondiale (de 1,8 Milliards en 1900 à 6,3 M en 2000 et 7,2 aujourd'hui), a permis de nourrir 5,4 M d'habitants de plus à partir les mêmes champs. En 2050, nous aurons 2,5 M de plus : combien connaissons-nous de sous-alimentés ? La faim concerne principalement deux zones géographiques : l'Asie (538

C C F D

millions), à commencer par l'Inde, où déjà la moitié des de moins de 5 ans sont malnutris (62 millions !), et l'Afrique (234 millions), où on déplore également 40 à 50 % d'enfants malnutris. En intensité, elle touche d'abord l'Afrique sub saharienne, où elle ne cesse de progresser. Elle tue beaucoup plus que les guerres, les attentats et les crimes réunis, et en particulier un enfant toutes les 12 secondes.

Contrairement à ce que l'on croit, elle ne touche pas d'abord en ville, mais à la campagne : 50 % des gens qui ont faim sont des petits paysans n'ayant pas accès aux ressources modernes ; ensuite viennent les paysans sans terre (20 %), et les éleveurs nomades et pêcheurs (10%). Les 20 % qui habitent en ville ont en général été chassés par la faim de leurs campagnes d'origine.

Il est donc illusoire de « nourrir ceux qui ont faim », puisque ce sont des paysans pauvres et isolés. Ce qu'il faut est d'« arrêter d'empêcher les paysans du monde de se nourrir eux-mêmes » en revoyant tout le système agricole mondial...

Les céréales (riz, blé, maïs) sont au cœur de l'alimentation, qu'elles servent à nourrir directement les hommes, ou indirectement en passant par la production animale. A la fin du XX^e siècle, la production mondiale arrivait à suivre le niveau de la consommation, et on ne comptait que 2 à 4 années déficitaires par décennies ; mais depuis le début du XXI^e siècle, sur les 13 dernières années, on a connu 8 années déficitaires. La production mondiale n'arrive plus à augmenter assez rapidement en le monde vit dans la hantise des incidents climatiques dans les (rares) zones céréalières.

La consommation de céréales par les animaux a triplé en 50 ans ; actuellement près de la moitié des céréales mondiales et des trois quarts des légumineuses sont consommées par les animaux ! Et la transformation de ces produits en biocarburants pour les voitures augmente également fortement (5% de la surface agricole de la France sert à cela, et un tiers du maïs américain).

L'augmentation de la population est rapide depuis le 19^{ème} siècle : sur la planète dans son ensemble, il y a, chaque jour, 360.000 naissances et 160.000 décès, soit une croissance de 200.000 humains par jour, soit 75 millions de plus par an ! Les plus riches mangent beaucoup de viande, et donc énormément plus de céréales. En outre le "réchauffement" multiplie les accidents climatiques, réduit la ressource en eau, fait migrer les cultures et abaisse les rendements. Enfin, les humains provoquent un gâchis considérable de la nourriture : au Sud, au moment de la récolte, au Nord, à la consommation : 1,3 milliard de tonnes d'aliments est jeté chaque année.

Au total, pour qu'en 2050 chaque homme mange à sa faim, il faut augmenter la production mondiale de nourriture de 70%, particulièrement en Afrique, où il faudra au minimum tripler la production, et en Asie, où il faudra faire plus que la doubler.

La révolution verte utilisait énormément de ressources pour produire énormément de nourriture. Aujourd'hui, il faut produire plus et mieux, avec moins : une agriculture écologiquement intensive. Il nous faut passer d'une agriculture intensive en énergie et en intrants chimiques à une agriculture « écologiquement intensive » : couvrir les sols toute l'année, mélanger les espèces, approfondir les prélèvements, utiliser la biodiversité... : ex : en Chine où l'association Riz + Canards + Poissons fait merveille.

Mais il ne suffit pas de produire, il faut faire en sorte que chacun ait accès à des revenus pour acheter de la nourriture. Dans de nombreux pays exportateurs de produits agricoles, on rencontre des gens affamés ! En la matière, le Brésil a été un exemple d'une nouvelle politique de lutte contre la faim, à travers son programme « Faim zéro ». Le gouvernement Lula a réinventé les allocations familiales en accordant aux mères de famille dont les enfants vont à l'école 40 € par mois et par enfant, utilisables uniquement pour des achats alimentaires. Ce programme a permis à 20 millions de Brésiliens de sortir de la pauvreté : diminution de la malnutrition de 61%, de la mortalité infantile de 45 % de la pauvreté rurale de 15% et, ce majoritairement avec de l'agriculture locale et des produits locaux ! Du coup d'autres grands pays commencent à s'obliger à mettre en œuvre ce « droit à l'alimentation », dont récemment le Mexique (Sin Hambre) et l'Inde (National food security bill), et les Nations-Unies en ont fait leur nouveau cheval de bataille. L'espoir renaît...

En outre, les acteurs de la lutte contre la faim sont de plus en plus nombreux : en plus du CCFD, il y a beaucoup d'ONG qui prennent le problème en mains, dont de très grosses chez les anglo saxons comme World vision, CRS, Save the children, Care, Oxfam, ou en France Action contre la faim, Médecins sans frontières, Solidarités, etc. Elles sont appuyées efficacement par les programmes internationaux comme le Programme alimentaire mondial et la FAO, ou Echo en Europe, USAID aux Etats-Unis, etc. Et de nouveaux acteurs débarquent, issus du monde de l'entreprise, dont on peut citer la Fondation Gates, qui draine dorénavant plus de fonds sur ce terrain que le système des Nations-Unies ! De nouvelles alliances, de nouvelles actions deviennent envisageables.

Il a conclu son exposé en résumant "ce qu'il faut faire" :

- Ne plus rien gâcher, tout est matière première.
- Modifier nos habitudes alimentaires.
- Inventer une agriculture écologiquement intensive.
- Chercher nos OGM, à notre manière.
- Promouvoir l'agriculture vivrière dans le tiers monde.
- Revoir les règles du commerce mondial : protéger les frontières et soutenir les agriculteurs.
- Promouvoir l'engagement des gouvernements à travers les programmes « Faim zéro ».
- Soutenir les ONG. Et sauver les vies via des actions d'urgence tant qu'il est encore temps.

• **Raajan FRANCIS (Sri Lanka) – Souveraineté alimentaire**

Il est le coordinateur local du programme Praja Abhilasha de l'Association NAFSO. Il travaille dans les provinces du Nord et de l'Est du Sri Lanka.

La Guerre du Sri Lanka a causé le déplacement de nombreuses populations et, en même temps, l'accaparement des terres de paysans déplacés par les militaires. Après le tsunami, le gouvernement a gelé des terres agricoles sur les côtes pour lancer des programmes destinés à développer le tourisme au détriment des pêcheurs et des agriculteurs qui n'ont plus accès à la mer. Cela nuit à la souveraineté alimentaire de nombreuses familles. Le

CCFD

projet soutenu par le CCFD-Terre solidaire s'intitule "Retour à l'Etat de droit et réinstallation des personnes déplacées au Nord du pays".

- Les zones utilisables pour l'agriculture et la pêche sont désormais largement aux mains des compagnies internationales.

- Les zones de pêche, dans les eaux territoriales, se trouvent en compétition, bien inégale, avec les pêcheurs venus de l'Inde voisine ou de la Chine : ils arrivent avec des navires de grande taille, qui raclent les fonds et les rendent inaptes à protéger la reproduction des poissons.

- Le gouvernement du Sri Lanka a le projet de faire du territoire une merveille de l'Asie. Donc son choix stratégique est fixé sur le tourisme avec un objectif de 20 millions de touristes par an.

Il a été présenté un film très démonstratif. Il concerne la partie nord ouest du Sri Lanka ; là, toutes les familles vivent de la pêche. Elles migrent en fonction du déplacement des poissons. Mais le gouvernement a vendu des "îles" entières à des investisseurs étrangers. Il a promis des programmes concrets proposant en échange l'accès à l'eau, à l'électricité ainsi qu'à une maison décente. Mais il n'y a eu, en fait pour l'instant, aucun programme de décidé avec la concrétisation des propositions.

La cible du gouvernement est constituée par la totalité des zones côtières. Il se pose à cet égard le problème essentiel de la protection des mangroves.

Mais, il faut ajouter que l'ensemble du Gouvernement est entre les mains d'une seule famille dont les membres se partagent les responsabilités.

La multinationale Monsanto voudrait faire du Sri Lanka un territoire où écouler ses semences. Mais les agriculteurs veulent continuer à cultiver leurs semences et les utiliser librement sans payer de droits à Monsanto. Ils entendent aussi préserver la biodiversité et l'organisation de Raajan détient 180 sortes de riz.

Le film présenté au colloque a été réalisé par l'organisation NAFSO et présenté dans le monde entier.

Raajan Francis craint que si rien n'est fait, d'ici quatre ans la population du Sri Lanka risque de mourir de faim.

- **Philippe CATINAUD, agriculteur producteur de semences biologiques;**

Il représente Biau Germe et le réseau "semences paysannes", un réseau constitué de plus de 70 organisations, toutes impliquées dans des initiatives de promotion et de défense de la biodiversité cultivée et des savoir-faire associés.

Il remercie le CCFD pour l'organisation de ce colloque et pour la bonne compréhension des enjeux dans la campagne d'aide au développement "Soja contre la Vie".

La sauvegarde de la biodiversité cultivée et des semences paysannes sont fondamentales pour garantir à travers les générations successives la souveraineté alimentaire.

C C F D

Il y a un risque de contradiction entre les deux interventions de Bruno Parmentier (qui insiste sur la nécessité de développer l'usage raisonné des OGM) et de Philippe Catinaud (qui prêche pour une limitation des biotechnologies) car elles conduisent à la destruction du vivant : exemple le Colza. Il faudrait pouvoir creuser le débat entre deux hommes d'une grande qualité et d'une bonne honnêteté.

Les conservatoires n'ont plus les moyens de survivre et de continuer leur mission de récolter des exemples de végétaux et de les conserver en bon état.

Se pose alors le problème des droits de propriété sur le vivant : peut-on admettre que la génétique puisse donner lieu à brevet (Cf Monsanto) ? Peut-on accepter que des éléments de biodiversité recueillis dans des pays du Sud soient exploités ensuite sans retour pour les collectivités qui sont à l'origine de la découverte ? Peut-on accepter que les gènes naturels, présents chez nous et dans nos semences, soient brevetés par quelques multinationales ?

L'intervenant présente alors la problématique des "semences paysannes" libres de tout droit de propriété. C'est l'objet de l'activité de son réseau. Il travaille à la promotion de modes de gestion collectifs et de protection des semences paysannes, ainsi qu'à la reconnaissance scientifique et juridique des pratiques paysannes de production et d'échange de semences et de plants.

L'actualité juridique internationale est à connaître

Acta est un nouvel accord anti piratage, négocié de 2006 à 2010 entre les USA et l'Europe. IL avait été refusé par les parlementaires. Cela n'a pas empêché le vote d'une loi française sur la contrefaçon où les semences ont leur place : en effet la loi renverse la charge de la preuve ; ce n'est plus au semencier de prouver l'origine de la semence (surtout si elle s'est introduite naturellement par contagion de proximité), mais c'est au paysan de prouver quelle est l'origine de la semence qu'il exploite.

Une loi est en préparation ; il serait utile de pouvoir la mobiliser pour renverser la vapeur : son nom est "Loi de l'avenir de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt". Elle est en cours d'examen.

De même il est nécessaire de surveiller les accords bilatéraux (Canada-UE puis USA-UE) qui détruiront les acquis sociaux et environnementaux en créant un marché unique avec des règles commerciales plus puissantes que les lois nationales.

Philippe Catinaud a présenté aussi son GIE qui regroupe des agriculteurs du Lot et Garonne et des coteaux de l'Agenais qui produisent des semences ensuite vendues. Leur production est réalisée sur un ensemble de 10 fermes, situées dans un rayon de 20 km autour de Montpezat d'Agenais (certains réalisent d'autres productions). Chaque paysan est responsable de telle ou telle des plantes proposées dans le catalogue.

Cercle des questionnements du matin

Il paraît intéressant de passer en revue les questions posées, les opinions émises ou les thèmes abordés :

Philippe Lhoste (ex CIRAD) est un agronome membre du réseau "agronomes et vétérinaires sans frontières". Il indique qu'il n'y a pas de fatalité dans le drame de la faim ; que les agricultures familiales sont une des solutions pour lutter contre la faim. On a des éléments de solution dans les institutions de recherche et les ONG. Comment remettre ces questions au premier rang des politiques ?

Martine Estève (CMR) se pose la question de la gestion des changements d'échelle et se demande pourquoi une telle uniformisation.

JB Poinot considère que nos organismes et nos organisations ne font pas la place qu'elle mérite aux systèmes familiaux. Comment peut-on amener davantage le CCFD sur nos objectifs ? Comment redéployer les systèmes de recherche et de coopération?

Gui Lauraire, prêtre, pose le problème des questions culturelles et humaines. Nous sommes loin de la conception des agriculteurs du tiers monde. Dans les rapports du Sud et du Nord, tient-on compte des différences culturelles ? Il nous faut mieux comprendre les rapports entre les agriculteurs et d'une part la terre et d'autre part les autres dans leur diversité.

Philippe Lhoste reprend la parole pour souligner que l'ONU a fait de 2014 l'année de l'agriculture familiale.

Ph Catinaud souligne l'importance qu'a déjà ou que pourrait prendre la généralisation de la puce électronique pour mieux suivre les origines génétiques.

Raajan Francis indique l'importance des tensions politiques générées par deux problèmes essentiels : d'une part, les droits de l'homme et d'autre part, la question de l'accaparement des terres.

Du coup, il se pose la question de voir comment nous pouvons aider à lutter contre l'accaparement des terres.

APRES-MIDI (après un déjeuner aussi roboratif que délicieux ; grand merci à l'association Caravan'Olla)

Gui LAURAIRE, prêtre, traite de la dimension spirituelle du problème.

Il a travaillé longuement avec des communautés rurales et est intervenu au Pérou. Il est intervenu sur la conscientisation, c'est à dire l'effort conduit pour faire prendre conscience à quelqu'un de la dimension politique d'un problème. Il y a eu un moment décisif de la protection des terres : la colonisation au nom de la civilisation, ou de l'évangélisation. Avant, la production était réservée à l'alimentation locale ; après elle allait vers l'exportation et le commerce. Avant les décideurs sont locaux ; après, ce sont les colons. Double changement : d'un côté les bénéficiaires, qui sont les décideurs ; de l'autre les techniques changent.

L'indépendance n'a rien changé. On a alors connu une autre forme de domination. Le changement se traduit en termes de pertes : de l'identité à l'insignifiance ; la culture de l'occupant s'impose ; perte de maîtrise ; perte du pouvoir de décision. Par exemple sur le prix du café. Perte de sens : on passe du rapport de l'homme à la terre à la survie de l'homme sur la terre. La terre, un des quatre cadeaux majeurs de Dieu : l'eau, la terre, le feu, l'air.

On repousse alors les Indiens vers les terres les plus hautes ; on passe, pour améliorer la rentabilité, de la culture un an sur cinq à une culture annuelle. Au risque avéré de stériliser les terres.

On a parlé ce matin de la Théologie de la libération : c'est la seule théologie sérieuse du XXème siècle. Théologie contextuelle, respectant la diversité des approches.

La terre revêt dans la bible une importance considérable. Elle renvoie à des alliances, comme celles avec Abraham. La terre recouvre les grands dynamismes humains. On ne peut dominer la Terre, mais il faut en prendre soin, avec elle respect de la création, dont l'homme lui même. Puis vient l'alliance nouvelle, issue d'un homme nouveau. Face à cela, les intégrismes n'existent qu'au mépris de l'Homme.

Raajan Francis, rappelle alors qu'en 2012 au Sri Lanka, il y a eu la création d'un mouvement extrémiste de moines bouddhistes.

Le Père Gui Lauraire reprend la parole pour affirmer que la vraie fraternité est la fraternité de combat contre tout ce qui abime l'homme image de Dieu !

Jeanne Maureen JORAND, Chargée de plaidoyer souveraineté alimentaire.

La responsabilité de Maureen est de peser sur les pouvoirs politiques pour faciliter, voire anticiper les changements nécessaires.

Elle définit, tout d'abord ce qu'est le "droit à l'alimentation", tel que défini par les Nations Unies, puis présente la notion de sécurité alimentaire et ses quatre piliers qu'elle développe :

- la disponibilité de cette alimentation,
- son accessibilité pour tous ceux à qui elle peut être destinée,
- son adéquation aux besoins ressentis par les gens à qui elle est destinée,
- sa durabilité, c'est à dire le fait qu'elle soit produite et consommée d'une façon qui préserve la capacité des générations futures à y avoir accès.

S'ajoute à cela le respect du droit des populations locales à définir ses politiques (agricoles, énergétiques, commerciales, de transport), ainsi que la notion d'interdépendance, c'est à dire la prise en compte de son impact sur les autres, populations ou régions.

C C F D

Elle insiste ensuite sur les causes structurelles de cet état de fait :

- Le désintérêt des Etats pour ce secteur depuis les années 80 au Nord comme au Sud.
- La production orientée en priorité vers des marchés internationaux ainsi que pour les biocarburants), plutôt qu'à la consommation locale.(40% de la production de maïs aux USA est désormais affectée aux biocarburants avec les phénomènes de volatilité des prix et de spéculation que cela entraîne.
- et, enfin, l'accaparement des terres par des exploitants multinationaux.

En outre, elle souligne le fait que le modèle se trouve face à une impasse, du fait du triple impact de ce développement du secteur

- impact écologique du fait de la création de gaz à effet de serre par l'agriculture,
- impact économique, du fait de la libération des échanges et de la spéculation sur les produits agricoles,
- impact social, du fait de l'accaparement des terres : 3% des propriétaires contrôlent 80% des terres, et l'on passe de l'indépendance paysanne à l'ouvrier agricole.

La question des alliances se pose enfin. En effet, la dynamique des partenariats publics privés et plus précisément le recours aux investisseurs privés, -en premier lieu des multinationales – dans les dynamiques internationales de développement. Le G8 illustre cette tendance avec la Nouvelle Alliance pour la Sécurité alimentaire qui cible 10 pays africains et dont plus de 70 projets sont portés par des multinationales parmi lesquelles Monsanto, Cargill ; Louis Dreyfus, Cemoi, ETG, etc.. La question qu'il faut se poser est : que cible réellement ce type d'initiative ? L'agriculture familiale et paysanne dont la communauté internationale reconnaît aujourd'hui le rôle prioritaire dans la lutte contre la faim ? Ou la rentabilité des investisseurs étrangers ?

En conclusion, Maureen se propose de changer le paradigme : elle souligne pour cela le fait que la planète produit suffisamment, mais qu'il faut réussir à réaliser les trois autres piliers :

- Les accès c'est à dire les infrastructures permettant l'accès aux marchés locaux, le développement et l'organisation de ceux ci.
- L'adéquation des produits aux attentes des consommateurs locaux.
- La durabilité, par la mise en œuvre de méthodes agro-écologiques.

LES QUESTIONS DES PARTICIPANTS :

- Pour appuyer votre action de plaidoyer, vous devez aussi mobiliser et convaincre l'opinion publique : outre les réunions publiques, communiquez-vous ? Quels médias ? Avec quels partenaires ?
- Et localement, avec la Région, les Intercommunalités, le Département ? Comment travailler ces questions ici et maintenant chez nous pour nos propres consommations ?
- Comment agir sur ces actions catastrophiques de mainmise de capacité de production alimentaire dans les pays du Sud quand des accords franco-américains

C C F D

se mettent en place sans transparence ? qui vont affaiblir nos forces de partage ?
Etre engagés dans les ONG qui soutiennent la transition citoyenne. Agir ici, pour gagner aussi là-bas !

- J'ai cru comprendre que la Norvège aidait les chalutiers indiens en défaveur des pêcheurs Sri Lankais. Quel intérêt la Norvège y trouve t'elle ?
- Responsabilité des Etats (pays en développement) dans la crise alimentaire ; par exemple : accaparement des terres ; poids des multinationales ; stratégie d'exportation des produits agricoles (devises).
- Pour lutter contre la faim, il faut favoriser les échanges aux niveaux régionaux, locaux et internationaux. Pourquoi ne pas investir dans l'amélioration des voies de communication rurales ?
- Comment faire comprendre au consommateur ce que veut dire « le moins cher » et leur faire prendre conscience combien de droits des hommes sont bafoués ici ou là ?
- Quel rôle et quels moyens pour les individus en matière d'éducation, d'éducation populaire, formation pour se former et/ou s'informer ?
- Comment arriver à contrôler les multinationales qui sont presque toujours en position de force (financièrement) par rapport aux états du Sud ?
On parle beaucoup d'agro-écologie, mais cela reste juste une idée : comment le faire pratiquement (rechercher, y investir) ?
L'organisation des petits producteurs est urgente pour les protéger contre les multinationales, les dictatures des états ... Comment y arriver concrètement ?